

Compte-rendu de la réunion de lancement du Réseau Mauritanie pS-Eau

Date : 28 mai 2026

Objectif : Lancement officiel du réseau pays Mauritanie afin de favoriser l'interconnaissance entre les acteurs, renforcer la coordination et identifier les besoins ainsi que les thématiques prioritaires liées à l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH).

Participants et structures représentées

La réunion a réuni de nombreux acteurs de la coopération française et internationale, ainsi que des représentants de collectivités mauritaniennes engagés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

1. Liste des intervenants et structures représentées

pS-Eau

- **Ana Sánchez et Carole Chemin**, animatrices du réseau, ont rappelé que cette initiative vise à créer un espace d'échange, de coordination et de partage d'expériences entre les acteurs français intervenant en Mauritanie. Depuis 2022, le pS-Eau a recensé 19 actions EAH représentant près de 5 millions d'euros d'investissements. Une présentation du pS-Eau plateformes et réseaux pays.

Agences de l'eau

- **Sébastien Filaudeau (Agence de l'Eau Adour-Garonne)** a souligné le caractère stratégique de la Mauritanie pour son agence, notamment dans le cadre de la coopération institutionnelle avec l'OMVS. Il souhaite améliorer la connaissance des acteurs locaux et de leur structuration.
- **Rémi Touron (Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse)** a confirmé la mobilisation des agences de l'eau aux côtés des collectivités françaises engagées en Mauritanie.

Collectivités territoriales et coopération décentralisée

- **Tamara Costes**, chargée des relations internationales à la Ville de Savigny-le-Temple et présidente du groupe pays Mauritanie de Cités Unies France (CUF), a évoqué le partenariat historique de plus de 40 ans avec la commune de Boutilimit, dans la région du Trarza. Elle a indiqué que cette coopération est actuellement en phase de veille, les priorités locales ayant évolué au-delà des seules questions d'accès à l'eau.
- **Enora Kergutuil**, nouvelle chargée du groupe pays Mauritanie chez Cités Unies France, a exprimé sa volonté de suivre les problématiques rencontrées par les collectivités et de renforcer les échanges autour des enjeux du secteur.
- **Anne-Louise Knapnougel (Métropole de Montpellier)** coordonne plusieurs programmes de coopération à Kiffa, avec la région de Nouakchott et l'Hôpital

national. Elle espère que le réseau permettra de faciliter certains échanges institutionnels avec le ministère de l'Hydraulique et la SNDE.

- **Lisa Rummenhol** (Eurométropole de Metz) participe au projet tripartite mené avec Montpellier à Nouakchott, centré sur l'accès à l'eau dans les quartiers vulnérables et la planification de l'assainissement urbain.
- **Francesca Gambazzi** (Ville de Lausanne – AIMF) participe aux projets de coopération avec la région de Nouakchott
- **Jacques Tavau** et **Christian Ponceau** (AIJC Dardilly) ont présenté leur jumelage historique avec la commune d'El Hijaj depuis 1987. Leur association met en œuvre un plan communal intégrant l'eau, les déchets et l'hygiène menstruelle en milieu scolaire. Ils recherchent actuellement des partenaires techniques pour renforcer la formation locale.
- **Karine Blanc** (Métropole de Lyon Fonds Eau) souhaite mieux comprendre les politiques locales de l'eau en Mauritanie afin d'améliorer l'instruction des demandes de financement déposées par les associations.
- **Laurent Aymard** (Directeur du syndicat d'eau Réseau 11), intervenant à Jedrel Mougouen, a évoqué la complexité administrative du montage de projets pour les petites structures et souhaiterait que le pS-Eau puisse proposer des cadres d'intervention plus accessibles et opérationnels.

ONG, experts et associations

- **Hermann Mougouen (GRDR)** a présenté les actions menées dans le cadre d'un projet transfrontalier de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) entre le Sénégal et la Mauritanie. Le GRDR expérimente notamment des systèmes écologiques de traitement des eaux usées à travers des filtres plantés.
- **Alain Tidière (CORAIL)**, présent en Mauritanie depuis 2014, a alerté sur le manque de données fiables concernant les ressources en eau souterraines. Il plaide pour la création d'une plateforme permanente à Nouakchott permettant de centraliser les études techniques et de préserver les données malgré l'instabilité institutionnelle.
- **Tamara Audonnet (HAMAP Humanitaire)** accompagne des ONG locales à Nouadhibou et Aleg. Elle s'intéresse particulièrement aux problématiques liées à la raréfaction de la ressource et à la GIRE.
- **Dominique Gautier (Hydraulique Sans Frontières)** a indiqué que son organisation est en phase de veille active afin d'identifier de nouvelles opportunités de coopération et de projets.
- **Carole Fortin (Aquassistance)** a présenté le projet « Tawaz », consacré au pompage solaire dans l'Adrar. Elle a insisté sur la nécessité du renforcement des capacités locales en lien avec l'ONSER.
- **Clémentine Haudecoeur** Le Gret intervient en Mauritanie depuis 35 ans auprès de nombreuses collectivités et partenaires, français et mauritaniens. L'organisation a appuyé le MHA en 2022 dans la révision du Code de l'Eau. L'organisation travaille sur l'accès à l'eau, à l'assainissement et sur la gestion des déchets. Elle accompagne les acteurs publics sur la planification (Plan Communaux d'Hydraulique et d'Assainissement) et la gouvernance des services d'eau et d'assainissement. »
- **Ahmed Bahar**, ancien cadre de l'UNICEF, consultant international et directeur d'ONG spécialisé en EHA, a insisté sur l'importance de privilégier des approches

durables et étroitement liées aux communes, plutôt qu'une logique limitée à la construction d'infrastructures.

- **Fabien Rabouille**, consultant indépendant et ancien expert de l'AFD en hydraulique urbaine, a partagé sa disponibilité pour les partenaires ayant besoin.

Représentants mauritaniens

Oumar Hamadi Ba, maire de la commune de Sélibabi, a affirmé sa volonté de faire de l'assainissement et de la gestion des déchets une priorité municipale. Il a partagé l'expérience positive de la pré-collecte des déchets par charrettes, adaptée aux réalités économiques locales, tout en soulignant les difficultés liées au faible taux d'abonnement des ménages. Le lien pour avoir accès au site de la commune : <https://www.mairiedeselibaby.fr/>

2. Principaux échanges et difficultés identifiées

Les discussions ont mis en évidence plusieurs défis majeurs pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en Mauritanie :

1. **Une connaissance insuffisante de la ressource en eau** : les données disponibles sur les eaux souterraines restent fragmentées, peu centralisées et parfois difficilement exploitables, ce qui limite la mise en œuvre de politiques efficaces de GIRE.
2. **Une forte instabilité institutionnelle** : les changements fréquents au sein des ministères compliquent le suivi des projets et la continuité des partenariats.
3. **Des difficultés liées à la décentralisation** : malgré l'appui des partenaires internationaux, les collectivités locales disposent encore de moyens financiers limités pour exercer pleinement leurs compétences.
4. **Un manque de coordination et de capitalisation des données** : de nombreuses études techniques existent, mais elles restent dispersées et sont parfois perdues lors des transitions administratives.

3. Orientations et thématiques prioritaires du réseau

À l'issue des échanges et du vote des participants, deux thématiques prioritaires ont été retenues pour les travaux du réseau en 2026 :

1. **La gouvernance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène**, afin de clarifier les rôles, les compétences et les niveaux d'intervention des différents acteurs ;
2. **La coopération décentralisée**, avec pour objectif de renforcer, structurer et pérenniser les partenariats entre collectivités françaises et mauritaniennes.

4. Informations complémentaires et projets présentés

- **Activités de CORAIL**

Depuis 2014, CORAIL accompagne la mise en œuvre de politiques de GIRE dans les régions du Guidimakha, de l'Adrar et du Tagant. Un atelier national organisé en janvier 2026 a abouti à une

convention de collaboration entre ces régions, le Centre National des Ressources en Eau (CNRE) et l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

L'association développe également des outils de télémessure permettant un suivi en temps réel des ressources en eau.

- **Projet WASH « Tawaz » – Aquassistance**

Le projet concerne près de 4 800 habitants répartis entre les villages d'Agadir, Kseir Torchane et Toueizget.

Budget

- Budget global : 454 800 €
- Cofinancement :
 - AEAG : 44 %
 - SDE24 : 33 %
 - Aquassistance : 14 %

État d'avancement

Les travaux sont terminés à Agadir avec l'installation d'un système de pompage solaire et d'un château d'eau de 50 m³. Les travaux sont en cours à Kseir Torchane, tandis que le démarrage à Toueizget est retardé en raison de difficultés rencontrées sur le forage initial.

Gestion du service

La gestion est assurée par l'ONSER avec l'appui de gérants locaux rémunérés sur une partie du recouvrement des recettes.

- **Focus sur la commune de Sélibabi**

Sélibabi constitue un pôle urbain stratégique de près de 45 000 habitants, situé à proximité des frontières sénégalaise et malienne.

Le maire a insisté sur plusieurs priorités :

- le renforcement de l'assainissement urbain ;
- l'amélioration de la gestion des déchets ;
- la structuration des systèmes d'évacuation des eaux pluviales et usées ;
- la sensibilisation des populations à l'abonnement aux services de collecte.

La commune expérimente actuellement un système de pré-collecte des déchets par charrettes à traction asine, jugé particulièrement adapté aux contraintes économiques locales.